



# Le communisme

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

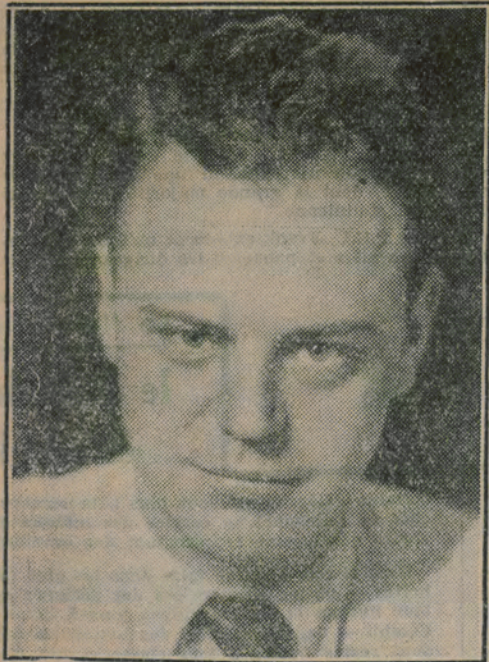
Paraît le  
Mardi  
Jeudi  
Samedi

Le Front Populaire confectionne  
la camisole de force :

## L. SEDOFF (MARKINE) est mort

*Une perquisition scandaleuse  
de la police à son domicile.*

**L**e bolchevik-léniniste LEON SEDOFF, fils de Trotsky, est mort mercredi 16, à trente-deux ans, après une douloureuse agonie. Membre du parti bolchevik, il en avait été exclu comme oppositionnel ; il avait suivi son père en déportation à Alma-Ata, puis en exil en Turquie. En 1930, il s'était rendu en Allemagne, d'où il dut s'enfuir lors de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Depuis cette date il vécut en France. Le gouvernement stalinien l'avait privé de la nationalité soviétique.



Sedoff était surveillé par le Guépéou, en raison de la collaboration qu'il apportait à Trotsky, notamment dans la publication du « Bulletin russe » où il signait entre autres du nom de MARKINE. On se souvient qu'il fut, dans les procès de Moscou, condamné par la justice stalinienne. Dans le « Livre Rouge » qu'il rédigea, il apporta les premiers éléments démontrant la machination stalinienne. Le Guépéou qui le surveillait nuit et jour avait tenté l'an dernier de l'enlever à Mulhouse, en utilisant le nom d'un avocat suisse.

La maladie l'obligea à entrer dans une clinique. Mais un certain nombre de faits troublants ne nous permettent pas d'assurer que sa mort n'est due qu'à une érection fatale de sa maladie.

## RESISTONS PAR LES SOVIETS!



A la Chambre, le « statut du travail » se confectionne.

Chautemps a fait appel à tous « pour raffermir l'union nationale ». Les socialistes étaient toujours prêts. La C.G.T. n'a demandé qu'à trouver un compromis. Quant aux communistes, ils ont pratiqué le jeu auquel on commence à être accoutumé depuis juin 1936 : D'abord grand tam-tam, opposition parlementaire, les communistes fidèles au Front populaire n'accepteront jamais que... ; puis le bruit diminue, les

communistes fidèles au Front populaire ne veulent pas ceci, mais ils ne veulent pas briser l'unité... et ils s'abstiennent ; enfin, sans tambour ni trompette, les communistes restent contre mais se refusent à faire le jeu de la réaction qui voudrait briser le Front populaire et ils votent la confiance à Chautemps.

Pour « raffermir l'Union nationale », en invoquant le dernier point marqué par Hitler en Autriche, ils acceptent que le « statut du travail » — la camisole de force, comme on le rappela au C.C.N. de la C.G.T., — soit voté. Ils n'avaient que des propositions à apporter sur la façon de confectionner la camisole de force. Ils voulaient l'échelle mobile et un contrôle syndical (en fait, une collaboration plus grande de l'appareil syndical avec le gouvernement et le patronat).

Vous n'aurez rien, a déclaré Chautemps au Parlement. Pas d'échelle mobile, respect du secret commercial ! Et les hommes de la C.G.T. ou du P.C. acceptent ou accepteront... parce qu'ils ne peuvent pas et ne veulent pas faire appel à l'action des masses.

Une fois de plus, les travailleurs sont trahis par ceux à qui ils ont accordé confiance.

S'ils ne veulent pas se laisser ligotter dans la camisole de force, s'ils ne veulent pas subir l'arbitraire et l'anarchie capitaliste, le chômage, la misère, la guerre, il n'y a qu'une voie : celle de la lutte de classes à outrance.

Le contrôle ouvrier est la revendication centrale qui doit grouper les masses contre les exploités. Le contrôle ouvrier, ce n'est pas Jouhaux à la Banque de France, ni les combinaisons des chefs syndicaux que refuse Chautemps, c'est l'intervention des travailleurs dans chaque entreprise sur la gestion de celle-ci.

Comment le faire ? Par la création de CONSEILS D'USINE, de SOVIETS. C'est l'heure de créer ces organismes de masse, où tous les travailleurs contribueront à élaborer leur action et à la diriger. C'est par eux que se préparera la grève générale et que s'engagera la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Une enquête s'efforcera de savoir si le Guépéou, acharné à sa perte, n'a pas profité de la situation créée par sa maladie. Dès maintenant, nous dénonçons l'attitude scandaleuse de la police française qui, avant même de faire procéder à l'autopsie et à l'analyse demandées, a effectué, au domicile de Sedoff une perquisition pour y prendre les documents qu'il avait laissés.

A la requête de qui ont agi ceux qui ont laissé fuir, pour 50.000 francs, les agents du Guépéou qui avaient surveillé Sedoff et préparé l'assassinat de Reiss ?

Il n'est pas de termes pour la tragédie de l'existence de Trotsky. En 1927, en exil, il apprend la mort d'une de ses filles, privée de soins par l'appareil stalinien. En 1933, sa seconde fille, traquée par ce même appareil, se suicide. Il lui restait deux fils. Markine meurt, tandis que l'autre, Serge Sedoff, — qui, comme nous l'avions fait savoir par tract, est un jeune savant qui ne s'occupait pas des questions politiques — a disparu depuis plusieurs mois dans la nuit stalinienne, accusé « d'avoir préparé la mort de travailleurs ».

Depuis les procès de Moscou, le régime de surveillance du Guépéou et les efforts incessants pour déjouer les provocations et pour contrebattre les calomnies des staliniens avaient considérablement affaibli Léon Sedoff, qui avait une santé vigoureuse. Si le Guépéou n'a pas provoqué sa mort, il a certainement hâté la fin de ce révolutionnaire dont toute la vie a été consacrée à la lutte pour la libération du prolétariat.

Le Parti Communiste Internationaliste partage la douleur de la compagne de Léon Sedoff, notre camarade Jeanne Martin, et de ses parents.

**LES OBSEQUES DE LEON SEDOFF AURONT LIEU DIMANCHE 20 FEVRIER. RENDEZ-VOUS A 14 h. 15, PORTE CENTRALE DU PERE-LACHAISE, Bd de MENILMONTANT.**

Une délégation du P.C.I. et des J.C.I. se rendra à ces obsèques. Tous les groupes du Parti et des J.C.I. doivent prendre leurs dispositions pour y être représentés, la réunion primitivement prévue pour cette date étant annulée en raison de ces circonstances.



## Le cas Butenko ... et les autres sur lesquels est fait le silence

**O**N connaît les faits : Butenko, chargé d'affaires soviétique récemment promu à Bucarest, disparaît soudainement. Il est question d'un attentat. Et, coup de théâtre : Butenko apparaît à Rome, dénonce le bolchevisme, célèbre la vieille Russie tsariste comme « l'époque de l'abondance générale, du libre équilibre du travail humain et de l'initiative individuelle ».

La crise de la société soviétique est très profonde. Tandis que le prolétariat est réduit à des conditions de misère, dans la bureaucratie dirigeante, les tendances les plus contradictoires se développent. La presse capitaliste fait grand bruit du cas Butenko parce que ce jeune parvenu de l'appareil stalinien, qui avait remplacé à divers postes et notamment au dernier poste, celui d'attaché à Bucarest, des fonctionnaires liquidés comme « suspects », passe ouvertement et cyniquement au fascisme. Mais elle a fait le silence le plus complet sur les autres cas qui se sont produits dans les derniers mois : ceux de BARMINE, faisant fonction d'ambassadeur à Athènes, ex-général de l'Armée rouge, et de KRIVITZKI, qui était directeur de l'Institut des industries de guerre, et qui, tous deux, avaient rompu avec le gouvernement soviétique.

Le silence de la presse bourgeoise s'explique fort bien : Barmine et Krivitzki ne dénonçaient pas le bolchevisme, mais Staline parce que celui-ci était en rupture avec la politique de Lénine, ils affirmaient vouloir rester fidèles à la cause de la Révolution. Pour ces deux cas, Litvinov n'a apporté aucune accusation d'enlèvement, il a jugé plus prudent de garder le silence.

La crise soviétique s'approfondit. Le mécontentement des masses ne peut s'exprimer sous la terreur. Dans l'appareil, la terreur du Guépéou refoule aussi la manifestation des tendances les plus opposées. Mais la terreur a une limite dans sa puissance. Inévitablement, les forces refoulées se heurteront l'une contre l'autre. Staline connaîtra une chute aussi retentissante que sa montée semble considérable. Nous reviendrons, dès que nous les connaissons intégralement, sur les déclarations qu'il vient de faire. Mais, à la lumière du cas Butenko, qui passe au fascisme, comme des cas Barmine et Krivitzki, restant fidèles à la révolution d'Octobre, ou du cas d'Ignace Reiss, que Staline fit assassiner parce qu'il déclara « retourner à Lénine », plus que jamais nous mettons en garde la classe ouvrière contre les « amis de l'U.R.S.S. », aujourd'hui payés par Staline pour mentir et où pullulent les Butenko de demain. Le prolétariat soviétique a besoin de la lutte révolutionnaire des prolétaires d'Europe.

## LA MACHINE A TRAHIR FONCTIONNE CONTRE LES METALLOS DU NORD

Frossard et les bonzes syndicaux sont en train de chercher à nous posséder. Au lieu d'être déclenchée immédiatement, la grève — notre seul véritable moyen de pression — est différée. Le patronat a huit jours pour donner sa réponse. S'il refuse — ce qui est certain — il demandera l'arbitrage. Et nos bonzes syndicaux s'inclineront, une fois de plus, « parce que c'est la loi », comme ils viennent de s'incliner devant l'arbitrage Suquet.

Il nous faut passer outre, organiser nous-mêmes le mouvement, le diriger nous-mêmes en créant des Conseils d'usines.

### QUI TRIOMPHERA AUX « PRIMISTÈRES PARISIENS » A CHARENTON ?

Les travailleurs de cette boîte l'avaient occupée en déclenchant la grève. On se rappelle qu'une nuit ils furent attaqués par une bande fasciste armée, dirigée par le député Tixier-Vignancourt qui, non seulement est en liberté, mais se prononcera à la Chambre sur les rapports entre patrons et ouvriers. Après quoi, la police (qui arriva avec plusieurs heures de retard lors de l'attaque fasciste), fit évacuer l'établissement qu'elle « neutralisa » si bien qu'un jour ce furent les jaunes du P.P.F. et du S.P.F. qui occupèrent la boîte.

La colère des grévistes et des travailleurs de la localité se manifesta avec tant de puissance que la police dut faire évacuer l'établissement occupé par les fascistes. Elle protégea les jaunes.

Quelle leçon pour les travailleurs ! La neutralisation, l'arbitrage, autant de duperies. Contre la force du patron et de ses larbins, il faut opposer la force ouvrière.

### LES CHOMEURS DE SAINT-DENIS

Pour les chômeurs de Saint-Denis, voyons ce qu'il serait possible de faire. D'abord nous pensons qu'il est nécessaire d'organiser le pointage d'une autre manière, car il est inconcevable que nous nous fassions mouiller ou que nous ayons froid seulement parce que ces messieurs du bureau de placement ne sont pas pressés. En effet, chaque fois que nous allons pointer ils nous font attendre quelques fois un quart d'heure avant d'entrer, tellement il y a queue.

Nous demandons aussi que la municipalité exige de ce même bureau qu'il prenne toute garantie nécessaire quand on lui demande un ouvrier ou une ouvrière. En effet, au mois de décembre dernier, ces gens envoient un chômeur voir une place de chauffeur-livreur, le prix était de trois cents francs la semaine (pas de pourboire), et ça pour un travail de cinq heures du matin jusqu'à sept heures du soir avec une heure trente pour le repas, et comme cela du lundi matin au samedi soir.

Quand on pense que nous avons fait grève en juin 1936 pour arracher le contrat collectif et le voir saboter de cette façon, sans que les bonzes de la C.G.T. trouvent à redire, c'est simplement révoltant.

Il n'y a pas que la C.G.T. qui reste aphone devant la menace capitaliste, sa filiale : l'Union des Comités de chômeurs de la R.P., elle aussi, reste bien tranquillement dans son coin sans rien dire. Vous pensez, ce serait dommage de gêner la marche « triomphante » du Front populaire en exi-

### ILS ONT TRAHI LES OUVRIERS DE GOODRICH

Achetez-nous la brochure : 0 fr. 40

**C**OMME nous l'avons montré dans le numéro précédent, le « Statut moderne » vise en premier lieu le droit de grève. Sans être formellement interdite, toute grève trouvera devant elle des obstacles multiples et des dispositions sont données au gouvernement pour faire faire le travail « manu militari ».

Mais le « statut » proposé contient encore d'autres dispositions antiouvrières. Nous allons aujourd'hui examiner celles qui se trouvent dans le projet gouvernemental concernant les DELEGUES DU PERSONNEL.

Lorsqu'en juin 1936, à la suite de l'occupation massive des usines, les ouvriers obtinrent la reconnaissance des délégués d'entreprises, nous avions aussitôt fait les observations suivantes :

1°) La loi bourgeoise pose des conditions d'éligibilité (nationalité, âge, droits politiques...) destinées à faire une première sélection, à écarter ceux présumés les plus combattifs.

2°) Le patronat tentera de corrompre de diverses façons les délégués. Sur ce point, l'exemple est clair dans un certain nombre de boîtes, plus particulièrement dans les très grandes entreprises, où

## LE COIN D

geant de son gouvernement la juste augmentation de notre allocation, le fonds national de chômage et bien d'autres encore, dont personne n'ose parler, comme par exemple le relèvement d'allocation des chômeurs étrangers.

Qu'attendez-vous, messieurs les communistes et socialistes ?

Pour les camarades qui ont la chance de travailler, il y a deux semaines de vacances payées, le gouvernement se doit d'envisager la possibilité de permettre aux chômeurs de passer aussi deux semaines à la campagne ou à la mer. Pour cela il suffirait que les communes exemptent de pointage et de paie, sans perte de leurs droits, les chômeurs qui en feraient la demande.

Camarades chômeurs, de Saint-Denis et de tout le pays, serrez-vous les coudes, organisez-vous solidement pour arracher vos justes revendications. Venez avec nous au P.C.I.

### LE SOUFFLE REPUBLICAIN DANS LES P.T.T.

La 15<sup>e</sup> Section du Parti S.F.I.O. a récemment admis dans son sein un directeur des P.T.T. de la Seine, M. Santoni, accomplissant ainsi un acte anti-prolétarien.

Les Postiers adhérents à la Section de Marceau Pivert ne se souviennent-ils plus de ce directeur qui fut un des meilleurs collaborateurs de Mandel et du zèle avec lequel il a brimé les travailleurs des P.T.T.

Après la victoire du Front populaire, ce monsieur ne fut pas emporté par le souffle républicain, il resta dans ses attributions. La collaboration de classe préconisée par le gouvernement Blum, permit aux dirigeants des organisations syndicales de fréquenter le cabinet du directeur et d'essayer de le réhabiliter auprès des Postiers.

Mais, à nouveau, le socialiste Santoni manifesta sa volonté de lutte contre le personnel du Central Télégraphique, en demandant que des sanctions soient prises pour tous télégrammes ayant un délai de transit supérieur à 10 minutes (délai insuffisant pour passer dans les divers organismes de bouillisterie, de direction et de transmission).

Les travailleurs des P.T.T. ne toléreront pas que soit poursuivie la collaboration avec les ennemis de la classe ouvrière. Ils viendront renforcer les rangs du Parti Communiste Internationaliste pour combattre les traîtres.

### UNE REUNION D'USINE CHEZ FERODO (Saint-Ouen)

Mercredi soir, à la sortie, le P.C.I. organisait une réunion où participèrent une soixantaine de travailleurs, dont la grande majorité membres de la cellule stalinienne.

Pour le P.C.I., Frank exposa ce qu'était le « statut du travail » et pourquoi les dirigeants actuels

Le « statut moderne

le droit des délégués

être le larbin du



certain délégués agissent plus à la manière d'un chef du personnel au service des intérêts du patronat que comme représentant des ouvriers.

Mais si cela a pu se faire dans les plus grandes boîtes — où les ouvriers ont des délégués qui ont leur bureau et ne travaillent plus à l'étau ou à l'établi — dans la plupart des boîtes, les délégués sont restés fidèles à leur classe et ont été à la pointe du combat contre le patronat. C'est contre ceux-là que le projet est destiné.

Les quatre premiers articles reprennent les dispositions existantes concernant la nomination, les électeurs, les éligibles. Il faut avoir dix-huit ans pour voter ; il n'en faut que 12 (certificat d'études) pour être exploité.

Il faut être Français pour être élu ; il suffit d'être « étranger » pour être plus exploité.

Pour être élu, il faut aussi n'avoir jamais eu de condamnation ; on peut avoir un casier judiciaire chargé et être patron.

L'article 5 précise les fonctions des délégués :

Les délégués ont pour rôle de transmettre à la direction toutes les réclamations individuel-

De  
mité  
ouvri  
dans  
acco  
légu  
tion  
pour  
Me  
distr  
man  
terve



# DU PROLO

de la classe ouvrière étaient partisans de lui passer la camisole de force.

A la suite de son exposé, une discussion s'engagea. Les membres du P.C. n'insistèrent pas longtemps sur les calomnies habituelles contre les « trotskystes » et s'essayèrent plutôt de défendre la politique de leur parti, en voulant démontrer qu'elle n'avait pas changé. Mais rien ne fut apporté pour expliquer le silence sur le droit de grève menacé.

Le but de notre réunion : exposer nos conceptions et faire réfléchir des camarades, les inviter à examiner les positions des uns et des autres a été atteint. Notre travail chez Ferodo continuera et portera ses fruits.

## LEÇONS D'UNE DÉFAITE

Marseille, le 12 février.

Car c'est bien d'une défaite qu'il s'agit dans cette lamentable histoire de la grève des usagers des tramways. Sous la pression des masses, l'Union Départementale lançait, en face de l'augmentation scandaleuse des tarifs des tramways — due à la municipalité S.F.I.O. de Tasso et au gouvernement de Front populaire — le mot d'ordre : « Ne payez que l'ancien tarif », juste certes, mais à lui seul absolument insuffisant. Il fallait le compléter, comme nous l'avons fait par l'appel de chasser les flics et les gardes-mobiles sur lesquels on comptait pour faire avaler aux ouvriers les augmentations ; il fallait, en accord avec les « traminots » faire marcher les voitures tout de même. Au lieu de cela, appels au calme, etc... Résultat : le mercredi, tous les points importants occupés par la flicaille tassotienne et les gardes mobiles, qui brutalement interviennent contre les ouvriers suivant les mots d'ordre de grève. Les ouvriers divisés, mécontents, ne sachant que faire, ne suivent que partiellement les mots d'ordre de grève. Mais le combat se poursuit malgré tout.

Jeudi soir, meeting à la Bourse du travail — où les bonzes Ariviello, Armand, Nédelec, brisent la grève et déclarent qu'il faut payer le nouveau tarif, sous prétexte qu'une Commission va être nommée qui examinera la possibilité, etc., etc... de créer des tickets d'abonnements ! (on connaît la chanson). Pas un mot de la révision des tarifs, payez les nouveaux, disent cyniquement les bureaucrates, et appellent cela « une victoire », tu parles !

Il y a bien des protestations dans la masse. Ariviello ne peut s'exprimer, on le hue. Alors intervient le stalinien Nédelec qui parle de ... « provocateurs ». D'ailleurs, dit Ariviello, vous pourriez vous exprimer tout à l'heure, demandez la parole. Mais le meeting prend fin et on ne donne pas la parole aux quelques camarades qui, croyant en la bonne foi de bonzes se sont régulièrement inscrits et se sont tenus calmes dans l'espoir d'avoir la

parole. Les bonzes lèvent précipitamment la séance et empêchent les mécontents de s'exprimer. Le mouvement est torpillé, le prolétariat marseillais est conduit, une fois de plus, à la défaite, baptisée victoire par les bonzes syndicaux.

Il importe, sous peine de lourdes défaites futures, de tirer les enseignements du mouvement de ces deux jours. En effet, le torpillage de cette grève par Nédelec et Cie, le fait que, pour la première fois depuis de longs mois, la garde mobile a osé régner en maîtresse dans les rues de Marseille, sans provoquer une réaction violente de la part des ouvriers ne manquera pas d'encourager le patronat marseillais en lui laissant entrevoir la possibilité de victoire facile sur les ouvriers. Nos camarades dockers, métallurgistes, des produits chimiques, de l'alimentation ne manqueraient pas de s'en apercevoir ; ils seront les premières victimes.

Pour éviter la défaite future, imposons d'abord la liberté de s'exprimer pour les camarades de base ! Aucune confiance dans la parole des bonzes syndicaux ! Ne pas accepter les « Tu parleras tout à l'heure », c'est tout de suite qu'il faudra avoir le droit à la parole, ou alors ne pas laisser parler les bureaucrates ! Dans les réunions, ce sont les ouvriers de base qui doivent parler. Silence aux bonzes, engraisés par l'argent des ouvriers !

Il faudra se méfier des syndicalistes genre Kléber, Legaz et Cie, dont les représentants locaux, les Armand et Ariviello savent faire front unique avec les bureaucrates staliniens quand il s'agit de torpiller une grève et d'imposer le silence aux ouvriers, les deux genres de bonzes se valent.

Il faudra se méfier des syndicalistes genre Kléber Legaz et Cie, dont les représentants locaux, les tures, à la suite de quelles promesses des avantages personnels ou allant à une coterie, les Nédelec, Armand et Cie ont accepté de briser cette grève ? Nous posons la question : l'argent corrompeur de la Compagnie des tramways a-t-il joué un rôle dans cette histoire ?

Plus de confiance aux cheffailons syndicaux ! Ouvriers, préparez l'élection de vos Conseils (Soviets) !

Préparez votre grève générale qui, seule, pourra vous éviter la défaite que vous préparez dans l'ombre le patronat avec ses valets staliniens et réformistes !

## MARSEILLE. GREVE DANS LA CHAUSSURE

Devant le refus patronal de payer l'indemnité découlant de l'application de l'échelle mobile, et due depuis le 15 janvier, 2.000 ouvriers de la chaussure se sont mis en grève hier et ont occupé les usines. Mais la police vient brutalement de procéder à l'évacuation des usines et actuellement les ouvriers sont chassés de leurs usines. Et les pourparlers commencent — pourparlers qui, nous le craignons fort, ne donneront qu'en partie satisfaction aux ouvriers.

Ainsi, quelques jours à peine après la retentissante défaite des tramways, défaite dont nous avons tiré les leçons, les pouvoirs publics, forts de la complicité des bureaucrates syndicaux, — les vendus Nédelec et Cie — interviennent avec brutalité par leur police en faveur du patronat. Nos leçons se trouvent donc tristement confirmées.

Ouvriers de Marseille, si vous ne voulez pas de défaite totale dans très peu de temps, il vous faut vous ressaisir, ne plus faire confiance aux bonzes syndicaux, faire appel à la solidarité des ouvriers de toutes corporations, en vue de préparer la grève générale qui, seule, peut battre le patronat.

de faire le facteur), alors l'article 7 l'attend au tournant :

Les attributions des délégués sont strictement limitées à celles qui sont déterminées par l'article 5 de la présente loi.

Tout délégué qui aura excédé les limites de son mandat pourra être déchu de sa qualité de délégué sur requête du chef d'établissement, par le Conseil de Prud'hommes ou, s'il n'existe pas de Conseil de Prud'hommes, par le Juge de paix. Le jugement est rendu sans préliminaire de conciliation. Il est définitif et sans appel et ne comporte d'autre voie de recours que le pourvoi en cassation.

Ce même article prévoit que le délégué déchu est inéligible pour un an, le tribunal pouvant porter ce délai à un maximum de trois ans. Enfin, le délégué n'aura aucune garantie contre les sanctions patronales et plus particulièrement contre celles dont il est question dans un autre projet de loi dont nous parlerons ultérieurement.

On voit, par les textes que nous publions que les délégués qui voudront défendre les intérêts de leur classe seront déçus de leur mandat ; le « statut du travail » n'admet que ceux qui sont disposés à être des valets du patronat.

## Les mises au point de Frémont et Longuet concernant l'Espagne

**D**EUX mises au point cette semaine sur l'Espagne. La première de Frémont dans « le Libertaire », la seconde de Longuet dans « le Populaire ».

Frémont s'adresse « à Trotsky et à quelques autres », tenté de justifier les Garcia Oliver, F. Montseny et autres militants « anarchistes » qui participèrent à l'écrasement des ouvriers d'Espagne. L'héroïsme des travailleurs espagnols, des travailleurs de la F.A.I. et de la C.N.T., est connu. Mais Frémont a beau s'étendre à ce sujet, il lui faut tenter de justifier pourquoi les leaders ont laissé le pouvoir aux bourgeois. Pour apprécier la valeur de sa démonstration, il nous suffit de reproduire deux citations de son article :

S'emparer du pouvoir ? Mais nos camarades étaient maîtres de la Catalogne et d'une partie de l'Aragon. Les syndicats organisaient la vie économique, les comités locaux organisaient la vie administrative. Oui, nos camarades auraient pu faire disparaître Companys. A quoi cela les aurait-ils avancés ? Un geste symbolique. Nos amis sont plus positifs. Ils préfèrent la réalité aux gestes théâtraux. Companys n'était plus rien en Catalogne et cela leur suffisait.

Et vingt lignes plus loin :

La lutte révolutionnaire est faite avant tout une question de rapports de force. Et pour nos amis de la C.N.T.-F.A.I., ce problème s'est posé de façon constante. Personne n'osera soutenir qu'ils pouvaient à la fois écraser le fascisme militaire et en même temps triompher de la bourgeoisie libérale représentée par le gouvernement de Front populaire. Avant tout, il fallait répondre au danger le plus menaçant, qui est le fascisme.

Qu'en pensez-vous de ce rapport de forces en face du zéro Companys ? Si Frémont n'est pas à une contradiction près, c'est la conclusion de son article qui en donne la raison :

La lutte révolutionnaire est faite avant tout d'opportunisme.

Frémont se réfère à Lénine — à qui il ne manquait plus que le coup de pied de l'âne — et à « la maladie infantile du communisme ».

Les révolutionnaires sérieux qui se trouvent dans les rangs anarchistes comprendront, à la lecture des œuvres de Lénine, et les maladies actuelles de l'anarchie et le moyen de régénérer le mouvement révolutionnaire en créant le parti de la révolution mondiale.

Longuet refuse de participer au meeting du S.I.A. Il refuse de bouger pour les « divers éléments d'extrême gauche, anarchistes ou membres du P.O.U.M. » emprisonnés en Espagne républicaine.

On comprend que Frémont, qui soutint Garcia Olliver et autres amis de Prieto-Négrin, préfère s'entendre avec Longuet que faire un front unique avec les « trotskystes ». Celui-ci pourrait engager à quelque chose. Avec Longuet, on ne risque qu'une « mise au point ».

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 18 à 20 heures.

36, rue du Château-d'Eau, 36

moderne du travail"

s délégués :

rbain du patronat



l'on pa-

ndes ont u à gnés à la ntre

dis- les ans étu-

uffit

de aire

re à uel-

les ou collectives relatives aux conditions du travail, à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les ouvriers ou employés conservant toutefois la faculté de présenter eux-mêmes, au chef d'entreprise ou à son délégué, leurs réclamations individuelles ou collectives.

Ils peuvent également saisir le service de l'inspection du travail de toute plainte ou observation relative à l'application dans l'établissement des prescriptions légales ou réglementaires à l'observation desquelles ce service est chargé de veiller.

Donc, le délégué a un rôle très strictement limité : a) transmettre des réclamations (que les ouvriers peuvent formuler individuellement... et dans beaucoup de boîtes, celles-ci sont désormais accordées tandis que celles qui passent par le délégué sont refusées) et b) envoyer des observations à l'inspection du travail, institution réputée pour son inactivité.

Mais si le délégué se permet plus, par exemple, distribution d'un tract syndical, organisation d'une manifestation pour appuyer les revendications, intervention... (c'est-à-dire s'il ne se contente pas



# 24 HEURES de VIE MILITAIRE

(Suite du N° 89)

Pour certains cela se traduit en de violentes attaques contre l'Armée, le régime, les cuistots, les gradés d'ordinaire. Ils vident leur sac, disent ce qu'ils ont sur le cœur. Pour d'autres, ceux qui ont peur ou qui sont brisés, cela se traduit par une recrudescence de tristesse et de cafard. Ceux qui restent indifférents, ce sont ceux dont le portefeuille est bien garni : ils vont aller à la cantine tout à l'heure chasser la mauvaise impression.

Nous sortons du réfectoire, le ventre vide, un morceau de pain sec dans la poche au cas où l'estomac nous travaillerait trop dans l'après-midi.

Maintenant il faut faire les lits, ranger tout ce qui a été dérangé ce matin, balayer et arroser. Si on a le temps, on s'étend quelques minutes sur son lit, puis c'est le rassemblement.

Les gradés reviennent, ils vont par petits groupes, ils blaguent, ils rient entre eux. Leur figure est bien rouge, leurs yeux pétillent, ils sont alertes et vifs. On sent que ces gens-là ont bien mangé et bien bu, ils sont heureux de vivre.

## La marche de nuit

Bientôt la pantomime du matin recommence : « Garde-à-vous ! Repos ! » Epluchage en règle. Présentation. Le Lieutenant nous annonce, comme une grâce, qu'il n'y aura pas d'exercice cet après-midi en raison de la marche de nuit : « Allez vous reposer, car il ne s'agit pas de flancher ce soir ». Il nous dit cela d'un air bonhomme, persuadé que nous sommes heureux et touchés de tant d'attention !

En fait de repos, l'après-midi se passe à faire une multitude de corvées sous la direction d'un tas de sous-officiers jaillis de tous les bureaux.

A 16 heures, c'est la soupe. Elle a été avancée pour pouvoir partir à 18 heures. Des scènes identiques à celles de midi se déroulent entre 16 h. 30 et 17 h. 30. Pour nous encourager, casse-croûte supplémentaire : une tablette de chocolat avec un morceau de pain, très souvent dur et moisi.

Harnachés, bardés de cuirs et d'ustensiles de toutes sortes, portant chacun un poids d'au moins 25 kilos, nous partons pour la marche de nuit.

Le Lieutenant a revêtu son grand dolman, il caracole fièrement sur son superbe coursier.

Décrire la marche, c'est inutile. On a tracé assez de tableaux sur ce qu'est une marche d'infanterie. Il y a toujours des trainards qui tombent dans le fossé, épuisés et demi-morts. Ils sont ramassés et ramenés par l'ambulance. Les autres tiennent tant bien que mal jusqu'au bout de cette randonnée sans but et sans fin. Chacun, à l'arrivée, se couche, ou



plutôt se jette sur son lit, certains ne se déshabillent même pas. Tous dorment comme des brutes jusqu'au lendemain matin, malgré la faim, la soif, les pieds ensanglantés.

Le réveil a été généreusement reculé d'une heure. Vous voyez que nous n'avons pas à nous plaindre !

## Et les jours se suivent...

Ayant eu une ampoule foulée dès le début de l'épreuve, je suis revenu sur une voiturette à mitrailleuse, traînée par un cheval. Alors, moins fatigué que mes pauvres copains, je réfléchis un peu avant de m'endormir.

Je pense que cette marche n'est pas la seule, qu'après demain nous serons de garde, que la semaine prochaine il y aura une nouvelle marche un peu plus longue celle-là, un peu plus chargée. Il y aura aussi ce qu'on appelle « les travailleurs ». Aller « aux travailleurs » consiste à creuser des tranchées, à poser des câbles, à construire des casemates, rouler de lourdes brouettes de béton aussi bien en équipe de jour que de nuit. Je pense que voilà la vie quotidienne de milliers de jeunes travailleurs prisonniers des casernes, que toutes ces douleurs, ces vexations, ces fatigues sont à multiplier par 730 ! Et cela n'est rien puisque nous sommes en temps de paix !

Evidemment, on va me répondre : parti-pris, exagération ! Il n'y a pas de contradiction à apposer, ni de polémique à engager : présentez-moi à chaque homme, ce soir, là, avant qu'ils ne se couchent, une feuille de rengagement à signer, vous verrez la réaction, tout crevés, tout fatigués qu'ils soient !

## A bas la défense nationale !

C'est ainsi que, de réflexions en réflexions, j'en viens à considérer l'Armée sous un angle plus large. Cette vaste organisation dans laquelle s'engloutit chaque année des milliards et des milliards, peut-on la réformer ? Peut-elle devenir meilleure ? Pour que chaque homme s'aperçoive et ressente un effec-



tif bien-être, il faudrait apporter en plus d'amendements matériels considérables, un

## Les deux ans... et du camping tous les mo's

Dans un long article du « Temps » (12 février 1932), nous lisons, sous la signature du général Baratier :

La plupart des réservistes, se trouvant dans la force de l'âge, sont plus résistants et plus vigoureux que les jeunes soldats de l'active. Faute d'un entraînement, impossible à acquérir en quelques jours, ils risquent néanmoins d'être annihilés par la fatigue dès le commencement des opérations.

Nous n'ignorons pas qu'on niera la possibilité de réaliser une semblable mesure. Aucune impossibilité n'existerait cependant si le gouvernement était décidé à la faire aboutir. Pour maintenir l'entraînement obtenu au régiment, il suffirait qu'une fois par mois les réservistes de la première réserve fussent astreints à une marche d'une vingtaine de kilomètres avec le sac chargé à dix kilos. Chaque marche serait coupée par une randonnée à travers champs ; en outre quelques kilomètres seraient à faire avec le masque. Dans chaque région de corps d'armée, ces marches s'exécuteraient par cantons, avec le concours de gradés de la réserve, et sous la surveillance d'officiers de l'active.

Le Front populaire peut bien accorder cela à l'Etat-Major. Si la France ne sera ni libre ni heureuse, du moins elle sera forte.

immense effort de « bonne volonté » de la part des gradés petits et grands.

C'est une chose impossible, irréalisable dans ce régime de force et d'exploitation de l'homme par l'homme !

Quelqu'un a dit : « On n'humanise pas la Guerre ». Je crois également qu'on n'humanise pas l'Armée. Cette entreprise de mort est essentiellement inhumaine.

Qu'est-ce qu'un soldat ? N'est-ce pas une brute que l'on a dressée moralement et physiquement, un sauvage qui court éventrer un autre sauvage placé en face de lui ? La nécessité d'avoir des brutes prolétariennes pour faire la guerre exige un régime militaire capable de les fabriquer.

Il y a un moyen d'enrayer la guerre : c'est de supprimer tout ce que représentent ces deux mots sinistres : Défense Nationale. « Morte la bête, mort le venin ».



Mais je sais combien il est dur de faire admettre les plus élémentaires vérités. Pourquoi ? Parce qu'à tous ces êtres on a pourri le cerveau dès les premiers balbutiements du berceau, on continue de les droguer aujourd'hui avec une littérature bannie de préjugés, d'hypocrisie et d'égoïsme. Parmi ces pauvres gars qui, cette nuit, sont là, affalés, courbaturés, éceurés, il y en a 9 sur 10 qui sont persuadés que les soldats sont nécessaires !

Je me dis également qu'à ma prochaine permission je risquerai quelques réflexions, quelques réclamations et... on me répondra invariablement, d'un ton doctoral : « Il y en a bien qui ont fait sept ans, dont cinq ans de guerre ! »

Bande de crétins sanglants ! Et vous, malheureux fanatiques, c'est tout ce que vous avez à répondre ?

On a tué nos pères, on vole ceux qui ont échappé au massacre afin d'entretenir cette fameuse « Défense Nationale », on asservit leurs fils pour leur faire casser la gueule à leur tour. Pour vous, nos vieux, c'était au nom de la « Patrie », de la « Civilisation ». Pour nous ce sera au nom de la « Démocratie ». Ce sera pour les paysans et les ouvriers toujours la même chose : la misère, les souffrances et la mort !

Je pense que si dans toutes les casernes il y a un soldat sur dix qui, comme moi ce soir, avant de s'endormir, réfléchit à la manière dont il faut engager le combat, comment entraîner les neuf autres et avec ceux des usines et les femmes renverser la Banque et les galonnards... Alors tout n'est pas perdu.

### Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an ..... 30 fr.

6 mois ..... 15 fr.

3 mois ..... 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-01 Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués. IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ». Le Gérant : A. BASTIDE.